

SERIC 2017

Soirée du 14 novembre 2017

Salle des fêtes Paris 14ème

Surmonter la peur

Intervention du Père Nicolas Brémond d'Ars

Le film réalisé par les jeunes du CEPIJE est un très beau travail, on ne peut que se féliciter qu'un tel projet ait été mis en œuvre. Bien sûr, il n'a pas pu aborder tous les sujets. Dans son désir de présenter la peur de l'islam comme une réaction excessive, et peu fondée, il laisse de côté les raisons d'avoir peur que bien des Français entretiennent.

Je voudrais revenir précisément sur ce point, car il me semble que nous ne pouvons pas faire l'impasse sur le sujet si nous devons désamorcer les risques de conflit et de violence entre les citoyens.

[La peur est un sentiment légitime](#)

Le premier point qu'il faut souligner est qu'il est légitime d'avoir peur. Ce n'est pas en masquant nos peurs dans les placards de nos ruminations que nous en viendrons à bout. Avoir peur est une émotion qui a tout à fait sa place dans la vie publique, et qui ne peut surgir qu'en raison de facteurs crédibles. Il suffit de jeter un coup d'œil à l'histoire de France pour s'en convaincre. Je rappelle que les chrétiens se sont déchirés dans le royaume de France pendant près de 150 ans : ce sont les guerres de religion. Elles ont mis aux prises les habitants des différentes provinces du royaume, dans des épisodes sanglants. La peur a régné, du haut au bas de l'échelle sociale. Les assassinats de rois autant que les massacres de populations villageoises en sont des manifestations de sinistre mémoire. Plus près de nous, la difficile séparation des églises et de l'Etat, en 1905, atteste là encore des peurs qui peuvent habiter les populations. Bien que les violences aient été moindres, elles ont existé, sans doute plus souterraines et policées. On ne s'affichait plus catholique, par peur des mesures de rétorsion (voir l'affaire des carnets du général André, ministre de la Guerre).

On ne voit pas pourquoi l'irruption soudaine d'une nouvelle religion en France ne produirait pas des effets analogues, même si les contextes en sont différents. La soudaineté tient à ce que les vagues successives d'immigration ont amené avec elles l'islam, d'abord sous forme quasi dormante. De nombreux Français dont les parents ou grands-parents s'étaient installés longtemps auparavant dans le pays se sont alors réapproprié cet héritage dormant,

l'ont revitalisé et donc inscrit dans le paysage public. Le tout n'a duré qu'une génération environ. Cette apparente rapidité peut réveiller des sentiments complexes liés à « l'étranger ».

Agir autour des peurs

Ces peurs, qu'il faut à chaque fois analyser, se cristallisent sur l'objet « religion », qu'elles habillent de haillons terrifiants. Je ne me lancerai pas, ici, dans l'analyse, qui mérite des développements complexes et longs. En revanche, une fois ces peurs acceptées, nous pouvons poser une question essentielle : qu'en fait-on, et que bâtissons-nous autour de ces peurs ?

Pour dire les choses sommairement, les actions que nous posons lorsque nous avons peur s'appuient sur deux socles. Le premier est, tout naturellement, le sentiment de sécurité que nous avons hérité de notre enfance. Car chacun de nous, selon sa construction personnelle, dispose d'un refuge intérieur, qui s'est construit peu à peu autour de l'amour des parents. Il en va de même d'un point de vue collectif, bien que la construction de ce refuge pour toute une population s'avère bien plus complexe que ce que la psychologie et les neurosciences nous dévoilent progressivement pour les enfants. Ce refuge a partie liée avec un grand « récit national », c'est-à-dire à une idéalisation de l'histoire qui habité les mémoires collectives. Côté de l'Histoire de France, l'épisode des guerres de religion, au XVI^e siècle et dans la suite, ne s'est pas inséré dans un sentiment de victoire, et reste contrasté. On l'a très bien vu lorsqu'on a célébré l'Edit de Nantes. La Loi de 1905 elle-même, bien que largement acceptée par les catholiques, demeure un épisode ressenti par une fraction de la population comme une douleur, un lieu de regrets. En réalité, malgré ces éléments, le récit national des Français intègre les tensions religieuses autour du catholicisme. L'islam et les autres religions asiatiques n'y ont pas leur place.

Or, puisque ce récit n'intègre que les christianismes, et à petite échelle le judaïsme (affaire Dreyfus), son rôle de refuge face aux questions posées par les musulmans suppose qu'on les considère comme *étrangers* au grand récit. Le réflexe de refuge, qui est, encore une fois, parfaitement habituel et normal, ne délivre pas de solution autre qu'une tension plus ou moins avouée, qui s'épuise en violence. C'est évidemment très schématique, de façon à mieux faire comprendre comment fonctionne le mécanisme de défense collective face à l'islam.

Mais le fameux « grand récit » porte sur le passé, et ne fournit pas de solutions pour inventer l'avenir.

La deuxième possibilité, qui ne va pas de soi et nécessite des efforts, est de regarder vers l'avenir. On peut exorciser sa peur en visant au-delà du présent, et en s'efforçant de bâtir un

avenir commun. Cela implique d'étaler les cartes sur la table, et d'imaginer comment les cultures inscrites dans les mémoires collectives des familles venues d'ailleurs pourront nourrir un nouveau récit de la France. On fait souvent référence, lors des débats sur l'immigration, sur le passé d'intégration dans la France, oubliant au passage les tensions (pogroms contre les Italiens par exemple). Et on ajoute l'argument de la proximité culturelle (même religion chrétienne), voire même passé puisque certains pays d'Europe étaient dans le camp adverse lors de guerres à répétition. Ici, pour les musulmans, la question proprement religieuse se double d'une question culturelle.

Un obstacle supplémentaire vient du catholicisme lui-même. En France, le sentiment religieux, reflué, le catholicisme se trouve sur la défensive face aux Français qui préfèrent n'avoir plus de religion. La raréfaction du clergé et l'épuisement d'un certain modèle de fonctionnement catholique participent de ce sentiment diffus d'un monde relégué en arrière, qui crée une puissante nostalgie.

Comment, alors, se projeter loin devant avec les musulmans ?

Quelle eschatologie chrétienne ?

Le christianisme dispose cependant de ressources intéressantes. Regardons simplement un des textes fondateurs, le célèbre Discours sur la montagne en Matthieu 5. Le départ en est célébrissime, il s'agit des Béatitudes (5, 1-12). Elles sont au nombre de neuf. Si l'on observe attentivement leur rédaction, on voit que les huit premières ne portent *aucune* définition religieuse, seule la dernière mentionne l'attachement à Jésus le Messie. Or, tous ceux qui se trouvent dans une des situations décrites sont qualifiés de « bienheureux ». C'est dire que les frontières religieuses sont extrêmement ténues dans cette immense déclaration solennelle de Jésus. On les retrouvera, certes, à d'autres endroits, mais toujours avec cette idée, reprise et assénée par l'apôtre Paul, qu'il n'y a plus « ni Juif, ni Grec ». Les séparations ont été abolies en Jésus-Christ.

Ainsi se trouve légitimée une possible ouverture à l'autre, c'est-à-dire à des comportements inspirés par d'autres cultures et religions. A nous en tenir qu'à ces Béatitudes, nous ne pouvons pas fonder une culture spécifique, nous sommes contraints de nous inscrire, en tant que catholiques, dans toute culture qui se présente.

Cela nous est confirmé par l'eschatologie propre à la vie chrétienne, en continuité avec les annonces des prophètes du Premier Testament (Esaïe). Cherchant à définir l'enjeu ultime de la relation aux autres, l'eschatologie chrétienne exploite l'image du banquet, du festin. Celui-

ci se déroulera avec le maximum d'invités possibles, de préférence tous les humains – restant sauve la possibilité qu'ils ont tous et chacun de refuser cette invitation. Se retrouver à la même table, qui est la table divine, voilà le terme des actions que les fidèles du Christ entreprennent jour après jour. De ce fait, il n'est guère envisageable de s'appuyer sur un passé, qu'il soit réaliste ou mythifié, pour envisager la suite des opérations ! Tout ce qui peut être mis en œuvre pour s'asseoir à cette table la plus vaste possible doit être fait.

En conclusion

Ces considérations ne tiennent évidemment pas compte de l'environnement laïque on ne peut plus singulier de notre pays. La cristallisation des peurs sur l'islam, pour justifiée qu'elle soit, notamment par les violences commises, ainsi que par une attitude jugée contraire au *modus vivendi* laïque (prosélytisme), est un fait. Elle traduit une inquiétude de part et d'autre, c'est-à-dire tant du côté des catholiques que du côté des « sans religion ». Nous savons bien comment elle s'exprime : « puisque les religions conduisent à se battre, chacun pour son dieu, l'entente ne peut pas venir de la religion. Il vaut mieux abandonner toute religion pour avoir les conditions d'une paix sociale ». L'islam en est, aujourd'hui, mais peut-être pas après-demain, une cible importante. Le catholicisme n'y échappe toutefois pas.

Il est à augurer que, plus la société française sera soumise à des tensions (pour l'essentiel, économiques), plus les inquiétudes se cristalliseront sur le fait religieux.

Aussi peut-on estimer que seule une attitude courageuse, qui affronte l'avenir avec un horizon de « vivre ensemble », est à même de relever les défis posés. Ceux-ci sont autant d'ordre social qu'économique culturel ou politique. Cette attitude nécessite alors des interlocuteurs fiables, qui n'hésitent pas à s'engager sur le long terme, voire à braver les tendances centrifuges qui, dans tous les camps, ne cessent de miner le terrain français. Mais c'est surtout une attitude fondée sur ce que les religions savent le mieux faire, à savoir offrir des raisons d'espérer pour l'humanité entière.